GENÈVE - 20 février 2019 - L'augmentation des dépenses en santé, qui représentent 10% du produit intérieur brut (PIB) mondial, est plus rapide que la croissance de l'économie mondiale. Selon un nouveau rapport de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) sur les dépenses en santé dans le monde, celles-ci augmentent rapidement, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, où l'augmentation est de 6% par an en moyenne contre 4% dans les pays à revenu élevé.

Les dépenses en santé sont assumées par les administrations publiques, par les individus qui paient leurs propres soins (paiements directs) et par d'autres entités telles que les régimes d'assurance-maladie facultative, les régimes prévus par les employeurs et les organisations non gouvernementales.

Les dépenses en santé d'un pays sont assumées à 51% en moyenne par les administrations publiques et à plus de 35% par les individus sous forme de dépenses directes. L'une des conséquences de cette situation est que, chaque année, 100 millions de personnes plongent dans l'extrême pauvreté.

Le rapport souligne que le financement public national de la santé augmente dans les pays à revenu faible ou intermédiaire et que le financement externe baisse dans les pays à revenu intermédiaire. Les dépenses directes sont plus rares, bien que cette évolution reste lente.

«Il est essentiel d'accroître les dépenses au niveau national pour atteindre la couverture sanitaire universelle et les objectifs de développement durable liés à la santé», dit le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS. «Cependant, les dépenses de santé ne doivent pas être considérées comme un coût mais comme un investissement en faveur de la lutte contre la pauvreté, de l'emploi, de la productivité, d'une croissance économique inclusive et de sociétés plus saines, plus sûres et plus justes», a-t-il ajouté.

Dans les pays à revenu intermédiaire, les dépenses des administrations publiques en santé par habitant ont doublé depuis 2000. En moyenne, les administrations publiques dépensent US $60 par personne pour la santé dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et près de US $270 par personne dans ceux de la tranche supérieure.

Lorsque les dépenses des administrations publiques en santé augmentent, les personnes

risquent moins d'être acculées à la pauvreté quand doivent recourir à des services de santé. Mais les dépenses des administrations publiques réduisent les inégalités d'accès seulement si les allocations sont soigneusement planifiées pour que l'ensemble de la population puisse bénéficier de soins de santé primaires.

De nouvelles données semblent indiquer que dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, plus de la moitié des dépenses en santé sont consacrées aux soins de santé primaires. Pourtant, moins de 40% des dépenses consacrées aux soins de santé primaires sont assurées par les administrations publiques.

«En adoptant la Déclaration d'Astana en octobre dernier, les 194 États Membres de l'OMS ont reconnu l'importance des soins de santé primaires», dit la Dre Agnès Soucat. «Maintenant, ils doivent agir pour donner suite à cette déclaration et consacrer en priorité les dépenses à des soins de santé communautaires de qualité», a-t-elle ajouté.

Le rapport étudie également le rôle essentiel du financement externe. Avec l'augmentation des dépenses nationales, la proportion du financement assuré par l'aide extérieure représente maintenant moins de 1% des dépenses en santé dans le monde. Près de la moitié de ce financement externe est consacré à trois maladies – le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme.

Si le rapport montre clairement que les pays à revenu intermédiaire financent progressivement leur système de santé par des moyens nationaux, l'aide extérieure reste essentielle pour de nombreux pays, en particulier ceux à revenu faible.

Ce nouveau rapport de l'OMS montre comment les décideurs, les professionnels de la santé et les citoyens peuvent continuer à renforcer les systèmes de santé.

«La santé est un droit humain et tous les pays doivent donner la priorité à des soins de santé primaires efficaces et rentables pour atteindre la couverture sanitaire universelle et les objectifs de développement durable», a conclu la Dre Soucat.

https://www.who.int/fr/news-room/detail/20-02-2019-countries-are-spending-more-on-health-but-people-are-still-paying-too-much-out-of-their-own-pockets